

Observatoire statistique transfrontalier

L'Espace transfrontalier genevois
résiste à la crise

Synthèse 2012



Sommaire



Avant-propos

2 | 3

Territoires observés

4 | 5

Population

6 | 7

Economie

10 | 11

Emploi

10 | 11

Frontaliers et transfrontaliers

10 | 11

Salaires

12 | 13

Equilibres sociaux

12 | 13

Chômage

12 | 13

Aide sociale

14 | 15

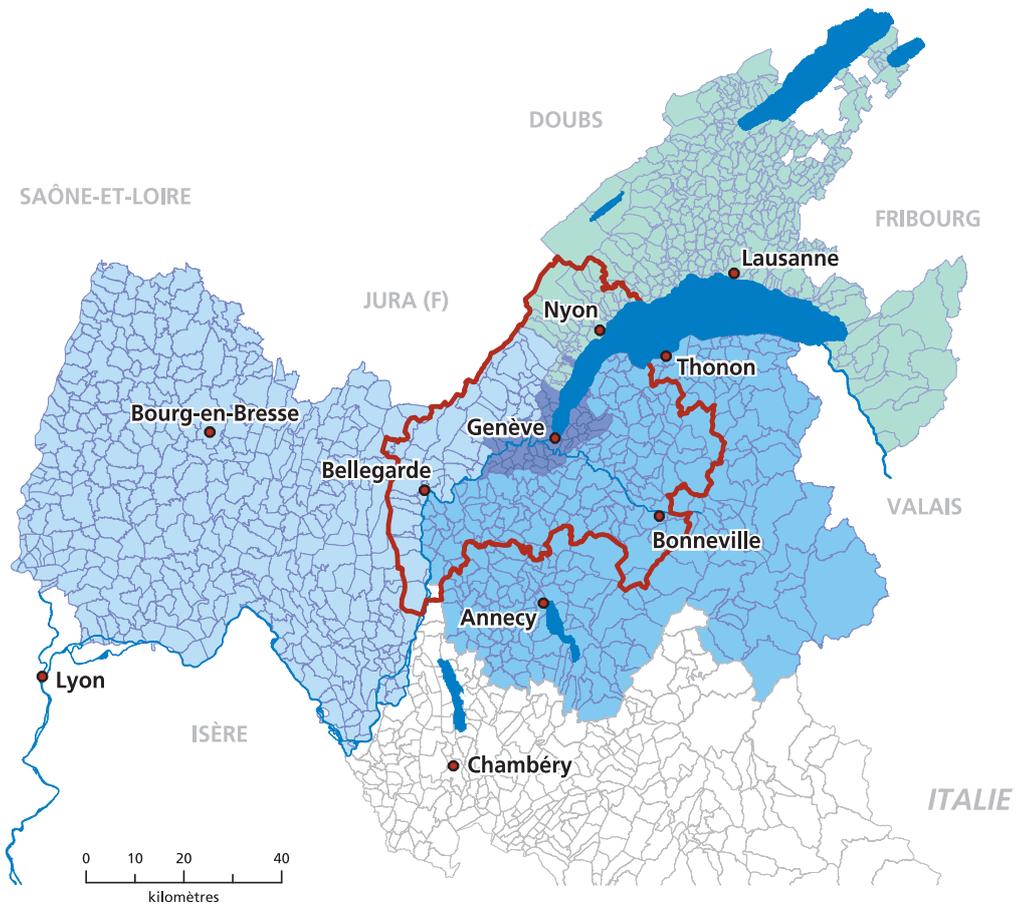
Logement

16 | 17

Chiffres arrêtés au 31 août 2012

Territoire franco-valdo-genevois

-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  **Espace transfrontalier genevois**
(zone d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier)



Avant-propos

L'Espace transfrontalier montre en 2011 des signaux francs de reprise, après des années relativement tumultueuses, conséquences de la crise économique et financière de 2008.

Dans le domaine de l'emploi, le Territoire franco-valdo-genevois retrouve son dynamisme d'avant-crise. En 2010, après deux années plutôt sombres, en particulier pour les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, le nombre d'emplois croît dans l'ensemble des territoires de 1,7 %. Les premiers résultats disponibles pour le début de l'année 2011 confirment cette tendance à la hausse.

Les évolutions des taux de chômage en 2010 et en 2011 sont également des signaux positifs de reprise, même si la situation reste mitigée pour les chômeurs transfrontaliers. En effet, alors que le nombre de chômeurs transfrontaliers avait décliné en 2010, il remonte en 2011 et retrouve le niveau, particulièrement élevé, qui était le sien en 2009. La tendance est inverse pour les taux de chômage de chacun des territoires en 2011 : ils baissent dans l'ensemble de l'Espace transfrontalier genevois, mais ne retrouvent pas leur niveau de 2008, avant la crise.

Cette capacité de l'Espace transfrontalier genevois à garder une attractivité économique malgré la situation difficile en Europe se traduit également par une croissance démographique particulièrement dynamique, portée essentiellement par les migrations. Entre 1999 et 2009, la population de l'Espace transfrontalier a ainsi augmenté de 132 000 habitants et s'approche de la barre des 900 000 habitants. Selon les dernières projections démographiques 2010-2040, la population de l'Espace transfrontalier dépasserait 1 200 000 habitants d'ici 2040.

La pression démographique sur le logement continue à être forte, comme l'atteste des taux de vacance dans les cantons de Genève et de Vaud particulièrement bas (respectivement 0,3 % et 0,6 % en 2012). En réponse à cette situation tendue, l'Espace transfrontalier genevois enregistre en 2011 son plus haut niveau de mises en chantier de logements depuis 10 ans (7 200 unités). C'est le Genevois-Français de Haute-Savoie qui en totalise le plus grand nombre : en 2011, il en représente près d'une sur deux de l'Espace transfrontalier.

Territoires observés

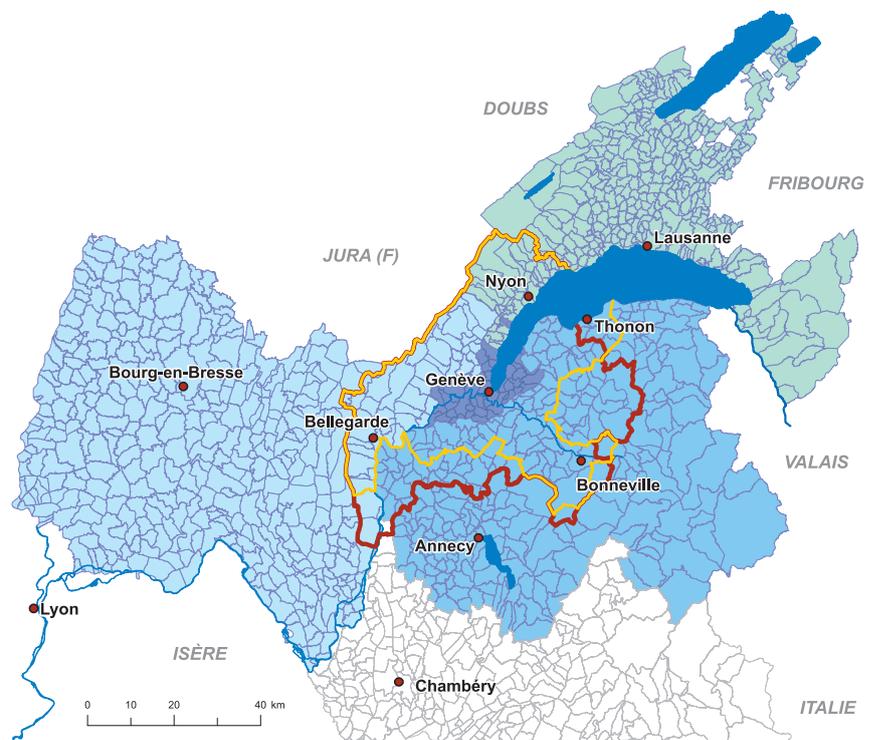
L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus fin, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois-Français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois-Français, les flux vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

Espace transfrontalier genevois

Territoire franco-valdo-genevois (zone de référence de l'Espace transfrontalier genevois)

-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  « Grand Genève »
(projet d'agglomération, juin 2012)
-  Espace transfrontalier genevois

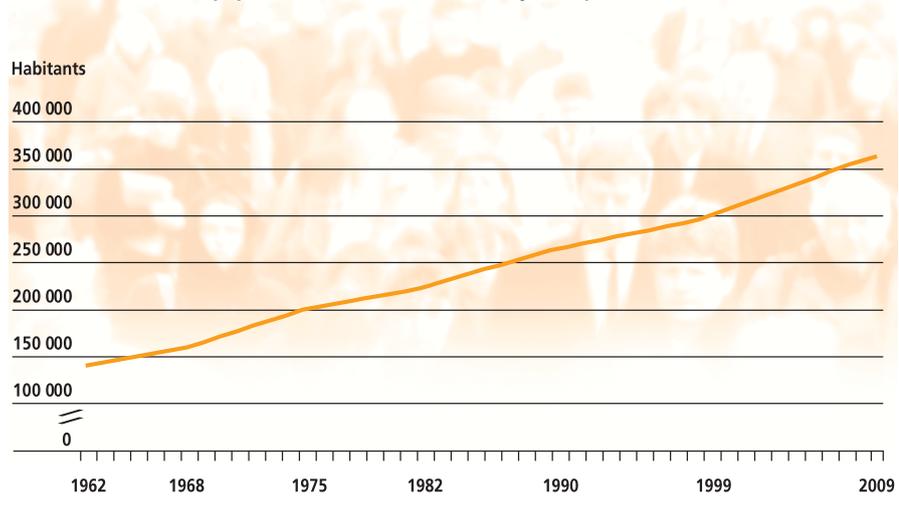


Source : OST, Projet d'agglomération « Grand Genève »

En 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois change de nom et devient le « Grand Genève ». Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le Territoire franco-valdo-genevois. L'Espace transfrontalier genevois contient quant à lui la quasi-totalité des communes du Grand Genève, à l'exception de sept communes se situant autour de la ville de Thonon-les-Bains (Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains) et d'une commune de la Vallée de l'Arve (Thiez).

***Du Projet
d'agglomération
franco-valdo-genevois
au « Grand Genève »***

G 01 - Evolution de la population dans le Genevois-Français, depuis 1962



Population

Un rythme de croissance de population pour le Territoire franco-valdo-genevois supérieur à ceux de la Suisse et de la France

*Un dynamisme
démographique
affirmé*

Le Territoire franco-valdo-genevois, pour lequel les données sont plus récentes que pour l'Espace transfrontalier, indique la poursuite du développement démographique. Au 1^{er} janvier 2010, le territoire compte 2 485 500 habitants. Le nombre d'habitants y augmente de + 1,3 % chaque année depuis 1999. Le rythme est homogène sur les quatre territoires. La croissance annuelle moyenne de la population 1999-2010 est de + 1,2 % dans le canton de Genève, de + 1,3 % dans le canton de Vaud et le département de l'Ain, et de + 1,4 % dans celui de Haute-Savoie. La croissance démographique du territoire s'inscrit de part et d'autre de la frontière dans des contextes nationaux dynamiques. La Suisse compte parmi les pays d'Europe qui enregistrent une évolution très positive de leur population (+ 0,9 % par an en 2010). Elle devance la France (+ 0,7 %), l'Autriche (+ 0,4 %) ou l'Allemagne (- 0,1 %).

Les migrations alimentent la croissance du territoire

La croissance du Territoire franco-valdo-genevois est principalement alimentée par les migrations. Les nouveaux arrivants proviennent de territoires proches mais aussi de pays et régions lointains. Les migrants qui s'installent dans le canton de Genève ou le canton de Vaud arrivent principalement de l'étranger et sont en majorité des ressortissants de pays étrangers. Dans le canton de Genève, en 2011, 20 200 personnes d'origine étrangère sont arrivées, la quasi-totalité d'entre elles (94 %) en provenance de l'étranger. Plus de la moitié ont une nationalité d'un des 27 pays de l'Union européenne. Les principaux pays représentés sont la France, le Portugal, le Royaume-Uni et l'Italie. Les Suisses qui s'installent dans le canton de Genève proviennent pour la moitié, eux aussi, de l'étranger, et pour l'autre moitié des autres cantons suisses, avec une prédominance du canton de Vaud.

Pour le département de l'Ain, la situation est particulière car il est sous l'influence directe de deux métropoles, Genève et Lyon. Effectivement, 84 % des nouveaux arrivants habitaient en France métropolitaine cinq ans avant leur recensement, dont 37 % dans le seul département du Rhône. La situation est différente en Haute-Savoie : les arrivées en provenance de l'étranger sont plus nombreuses (environ 25 %) que pour l'Ain (16 %). De plus, les nouveaux arrivants de France métropolitaine proviennent d'un peu partout : Savoie (9 %), Rhône (8 %), Isère (7 %), Ain (6 %) ou région parisienne (5 %).

1999 - 2009, l'Espace transfrontalier genevois connaît une forte croissance démographique

Au 1^{er} janvier 2009, l'Espace transfrontalier genevois compte 899 200 habitants. Entre 1999 et 2009, il a gagné près de 132 000 habitants, soit une augmentation de population de + 17 %. Cette progression concerne la totalité des territoires de l'Espace. La partie de la zone d'emploi du Genevois-Français se trouvant dans l'Ain a gagné 19 100 habitants (soit + 24 %), et celle de Haute-Savoie 47 200 (soit + 22 %). Le canton de Genève a vu quant à lui sa population augmenter de 50 400 individus (+ 13 %). Le district de Nyon a accueilli 15 200 nouveaux habitants, soit + 21%.

En dix ans, sous l'effet de ces différentes évolutions, la répartition de la population entre les quatre territoires a sensiblement évolué. Le canton de Genève voit sa part baisser : il regroupe, en 2009, 50,4% de la population, contre 52,5 % en 1999. A l'inverse, les trois autres composantes augmentent leur poids respectif. L'évolution est plus marquée dans le Genevois partie Haute-Savoie, qui passe de 28,2 % à 29,3 %, alors qu'elle est moins forte dans la partie Ain du Genevois (de 10,3 % à 10,9 %), et dans le district de Nyon (de 9,0 % à 9,4 %).

*De 1999 à 2009,
la population de
l'Espace a augmenté
de 17 %*

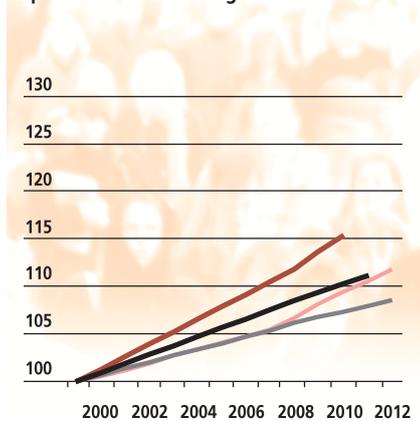
L'accroissement annuel moyen de la population de l'Espace transfrontalier genevois (+ 1,6 %) est particulièrement dynamique. Pour autant, celui du canton de Genève, + 1,2 %, est en léger retrait par rapport aux trois autres territoires : + 2,0 % pour le district de Nyon, + 2,2 % pour le Genevois de l'Ain et + 2,0 % pour le Genevois de Haute-Savoie. Ces rythmes de croissance de la population sont nettement plus forts qu'aux échelons régionaux et nationaux (région Rhône-Alpes : + 0,9 %, Suisse : + 0,8 % et France : + 0,7 %).

Cet essor démographique profite à la quasi-totalité des communes de l'espace. C'est très nettement le cas pour les communes françaises de Cessy avec un taux d'évolution annuelle moyen depuis 1999 de + 5,4 %, Saint-Genis-Pouilly + 3,1 %, Divonne-les-Bains + 2,7 %, Gex + 2,5 % ou Saint-Julien-en-Genevois + 2,4 %. La population d'Annemasse dépasse à présent les 30 000 habitants. Du côté Suisse, la croissance de la population a été spécialement soutenue entre 1999 et 2009 dans certaines communes à la périphérie de la ville de Genève comme Bellevue (+ 6,2 %), Plan-les-Ouates (+ 5,1 %) ou Aire-la-Ville (+ 5,1 %). Dans le district de Nyon, ce sont les communes de Crassier (+ 5,5 %) et Bursins (+ 4,3 %) qui affichent les taux d'évolution annuelle moyens les plus élevés.

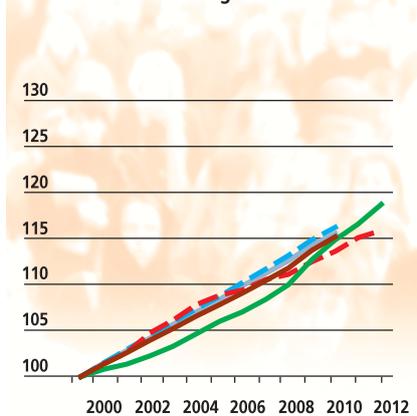
Entre 1999 et 2009, la croissance de la population de l'Espace transfrontalier genevois a été soutenue à la fois par un net excédent des naissances sur les décès et par un solde migratoire positif. La forte attractivité du territoire entraîne l'arrivée de jeunes actifs en âge d'avoir des enfants. La croissance du Genevois-Français (+ 2 % par an) est principalement alimentée par les migrations (+ 1,4 % par an), le solde naturel ne contribuant qu'à hauteur de + 0,6 %. C'est aussi le

G 02 - Evolution de la population en France et en Suisse (janvier 1999 = 100)

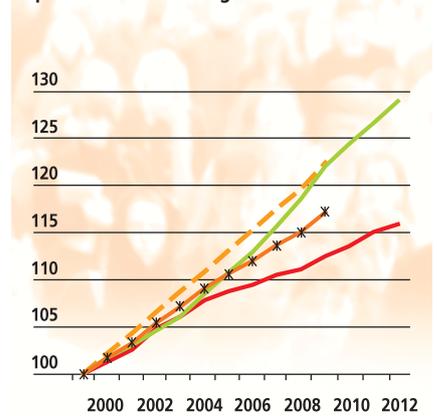
Espaces nationaux et régionaux de référence



Territoire franco-valdo-genevois



Espace transfrontalier genevois



— Territoire franco-valdo-genevois — France métropolitaine
— Suisse — Rhône-Alpes

— Ain
— Haute-Savoie
— Genève

— Vaud
— Territoire franco-valdo-genevois

— Genève — District de Nyon
— Genevois-Français — Espace transfrontalier genevois

cas pour le canton de Genève et le district de Nyon avec respectivement un solde migratoire de + 0,8 % et + 1,3 % et un solde naturel de + 0,4 % et + 0,7 %.

Les dernières projections de population d'ici 2040 pour l'Espace transfrontalier genevois montrent que la progression de population devrait se poursuivre à un rythme soutenu. En 30 ans, en fonction de l'hypothèse retenue, la population devrait encore croître de + 315 000 à + 363 000 habitants et dépasser sensiblement les 1 200 000 habitants. Le canton de Genève devrait compter environ 580 000 résidents, le district de Nyon 130 000, le Genevois partie Ain 150 000 et le Genevois partie Haute-Savoie 400 000.

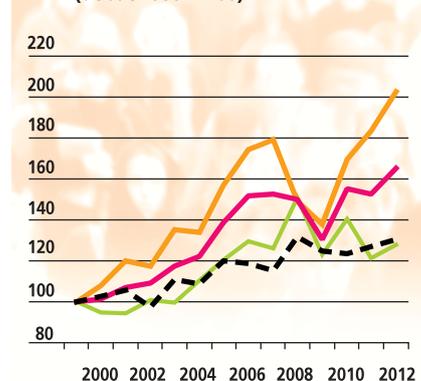
Beaucoup de Genevois s'installent en France voisine

Le mouvement de population du centre de l'agglomération vers la périphérie se poursuit. En 2011, selon des résultats qui restent partiels (tous les émigrés ne déclarent pas le lieu de leur destination), au moins 4 000 ex-résidents genevois se sont installés à la périphérie du canton de Genève : 2 500 dans la zone d'emploi du Genevois-Français, et 1 500 dans le district de Nyon. Depuis 1999, en moyenne annuelle, au moins 3 500 résidents du canton de Genève ont gagné la périphérie de l'agglomération, dont plus de la moitié côté français (deux tiers en Haute-Savoie, contre un tiers en l'Ain en 2011). La structure par sexe et âge de cette population nouvelle donne à penser que ce sont plutôt des familles qui émigrent. Par ailleurs, deux tiers de ceux qui s'installent en France voisine se déclarent de nationalité suisse¹.

Dates de référence des données françaises sur la population, dont les recensements de la population sont la source :

- 1^{er} janvier 2012 : derniers résultats disponibles à l'échelon national,
- 1^{er} janvier 2011 : derniers résultats disponibles à l'échelon régional,
- 1^{er} janvier 2010 : derniers résultats disponibles à l'échelon départemental,
- 1^{er} janvier 2009 : derniers résultats disponibles à l'échelon de la zone d'emploi.

G 03 - Destination et évolution du nombre d'émigrés du canton de Genève (début 1999 = 100)



■ Total des émigrés ■ District de Nyon
■ Genevois-Français ■ Espace transfrontalier

¹ La statistique genevoise de la population, basée sur des fichiers administratifs, enregistre une seule nationalité. Elle ne peut tenir compte des éventuels binationaux parmi les personnes qui quittent le canton de Genève pour s'établir en France voisine.

Economie

Emploi

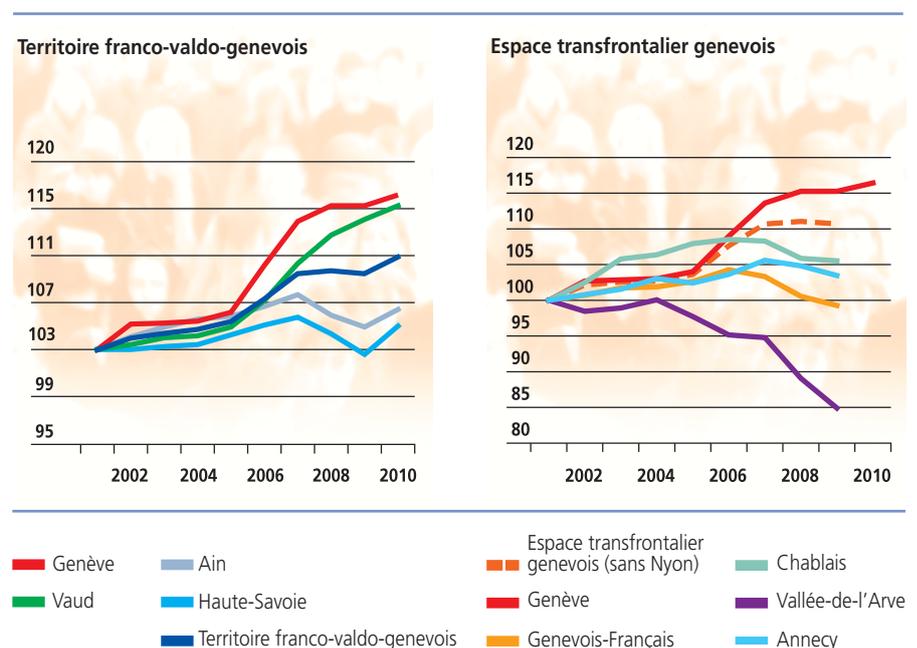
Retour du dynamisme dans la création d'emplois

La France et la Suisse retrouvent, avec une année de décalage, la croissance de l'emploi

Entre 2009 et 2010, le nombre d'emplois en France métropolitaine croît à nouveau (+ 0,5 %), sans retrouver encore son niveau de 2007. Pour la Suisse, l'évolution positive de l'emploi est plus marquée (+ 1,1 %), et le niveau est de nouveau supérieur à celui d'avant-crise. En revanche, le rythme de croissance de l'emploi ralentirait en 2011, comme les premières données disponibles l'indiquent.

Pour sa part, le Territoire franco-valdo-genevois retrouve son dynamisme de création d'emplois d'avant-crise économique : au 31 décembre 2010, selon les dernières estimations d'emploi réalisées des deux côtés de la frontière, celui-ci comptait 1 113 000 emplois, soit une progression de + 1,7 % par rapport à 2009, année de baisse des effectifs (- 3 000 emplois). Ce repli était le fait des deux départements français en 2008 et 2009. Sur la même période, l'emploi à Genève stagnait, alors qu'il poursuivait sa hausse dans le canton de Vaud. En 2010, la hausse de l'emploi est le fait des quatre territoires franco-valdo-genevois, bien que les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie n'aient pas retrouvé leur niveau d'avant-crise.

G 04 - Evolution de l'emploi dans les espaces de référence (fin 2001 = 100)



Les premiers indicateurs disponibles pour l'année 2011, qui ne concernent pour la France que l'emploi salarié privé, confirment la tendance à la hausse de l'emploi pour le Territoire franco-valdo-genevois. Pour la deuxième année consécutive, l'emploi salarié privé augmente dans l'Ain et la Haute-Savoie. L'emploi total du canton de Vaud conserve le même rythme de progression que celui de l'année précédente (+ 1,2 % en 2011 contre + 1,3 % en 2010). Le canton de Genève consolide le redressement observé en 2010 (+ 1,0 % en 2010 et + 1,9 % en 2011). La crise n'aura finalement que modéré le dynamisme du Territoire franco-valdo-genevois.

Pour le Genevois-Français, la crise initiée en 2008 a particulièrement touché les emplois industriels et de la construction

Pour l'Espace transfrontalier genevois, les données de l'emploi sont disponibles pour l'année 2009, excepté pour le district de Nyon. La zone d'emploi du Genevois-Français enregistre une forte baisse de l'emploi entre 2007 et 2008 avec une destruction de 2 600 emplois, qui faisait déjà suite à un recul de 900 emplois entre 2006 et 2007. En 2009, le mouvement de recul de l'emploi était toujours fort (- 1200 emplois en un an). L'emploi dans le Genevois-Français se retrouve ainsi au même niveau qu'au début des années 2000. La crise a particulièrement affecté les emplois industriels (- 11,0 % d'emplois salariés entre 2006 et 2009). La construction et le tertiaire marchand ont aussi beaucoup souffert avec des baisses de, respectivement, - 7,9 % et - 5,9 %. Pour ce dernier, l'année 2009 marque l'arrêt de la baisse des effectifs avec une légère progression sur un an de + 0,8 %.

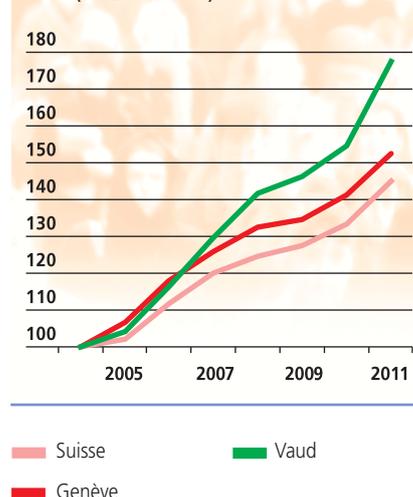
Le nombre de frontaliers étrangers actifs en Suisse continue sa progression

En 2011, le nombre de frontaliers étrangers titulaires d'un permis et en activité augmente de manière sensible dans le canton de Genève (+ 8,0 %) et dans le canton de Vaud (+ 14,8 %). Il faut remonter à 2006 dans le canton de Genève (+ 10,5 %) et à 2001 dans le canton de Vaud (+ 15,5 %) pour trouver des taux de croissance aussi élevés. Pour l'ensemble de la Suisse, la progression est de 8,5 %.

Ces taux de croissance correspondent à une augmentation de 4 600 frontaliers étrangers en activité dans le canton de Genève (soit un total de 61 600 frontaliers en activité à la fin 2011) et de 2 700 dans le canton de Vaud (soit un total de 21 100 frontaliers en activité à la fin 2011).

Frontaliers et transfrontaliers

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)



Les actifs de l'Ain et de la Haute-Savoie sont toujours plus nombreux à travailler en Suisse

Au premier janvier 2009, 61 000 actifs résidant en Haute-Savoie et 23 000 dans l'Ain travaillent en Suisse²; 55 000 actifs résidant en Haute-Savoie et 20 000 dans l'Ain travaillent dans le canton de Genève.

Entre 1999 et 2009, leur nombre a fortement progressé sous les effets des accords bilatéraux signés en 2001 entre la Suisse et l'Union européenne (+ 64 %). Ce phénomène s'étend au-delà des limites de la zone d'emploi du Genevois puisque celle-ci ne regroupe que 70 000 actifs : ce mouvement s'observe pour l'ensemble des départements frontaliers avec la Suisse, Jura et Doubs compris.

Salaires

Le salaire médian des frontaliers augmente entre 2008 et 2010

Le salaire médian brut standardisé à 40 heures de travail par semaine s'établit, dans le secteur privé du canton de Genève, à 6 775 francs suisses (5 646 euros³) en 2010. Le salaire médian des titulaires d'un permis frontalier est de 6 521 francs (5 434 euros), en progression de 3,9 % par rapport à 2008, tandis que le salaire médian des salariés de nationalité suisse est de 7 262 francs (6 052 euros), en recul de 3,2 %. Le salaire médian total recule légèrement entre 2008 et 2010 (- 0,4 %).

L'écart entre le salaire médian des titulaires d'un permis frontalier et celui des salariés de nationalité suisse est essentiellement dû à des différences dans les profils professionnels : la proportion de salariés suisses occupant des postes hautement qualifiés et à responsabilité est supérieure à celle des titulaires d'un permis frontalier.

² Les actifs transfrontaliers résidant dans l'Ain ou la Haute-Savoie et travaillant en Suisse correspondent, pour la Suisse, aux frontaliers au sens large, c'est-à-dire, outre les étrangers titulaires d'un permis frontalier, les résidents de nationalité suisse et les fonctionnaires internationaux.

³ Taux de change à fin août 2012 : 1 euro = 1,2 franc suisse

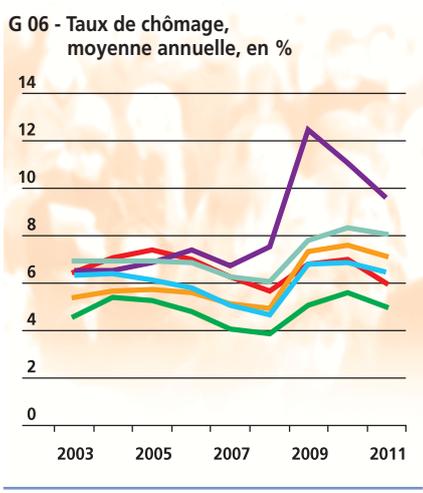
Equilibres sociaux

Chômage

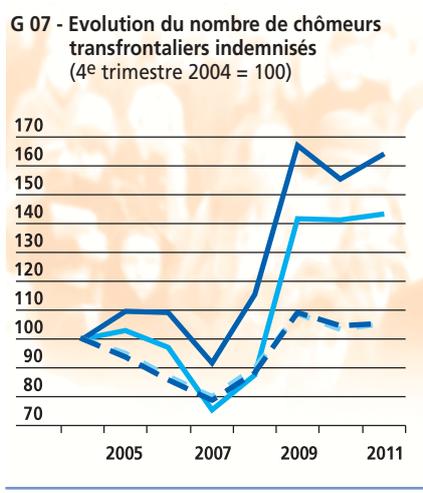
Les effets de la crise s'estompent mais sont toujours présents dans le Genevois-Français

A l'échelon national, au 1^{er} trimestre 2012, le taux de chômage en Suisse est de 3,3 % alors qu'il est de 9,6 % pour la France métropolitaine.

Le taux de chômage du Genevois-Français s'établit à 7,3 % au dernier trimestre 2011, un niveau stable par rapport au même trimestre de 2010 mais qui marque un arrêt de la baisse enregistrée depuis le dernier trimestre 2009. A l'inverse, pour les cantons de Vaud et de Genève, la décrue se poursuit. Elle permet au canton de Genève de retrouver le niveau de chômage d'avant-crise avec 5,6 % au 4^e trimestre 2011, ce qui n'est pas le cas du canton de Vaud avec un taux de chômage de 5,0 %, contre 4,1 % en 2008.



- Genève
- Vaud
- Genevois-Français
- Vallée-de-l'Arve
- Chablais
- Annecy



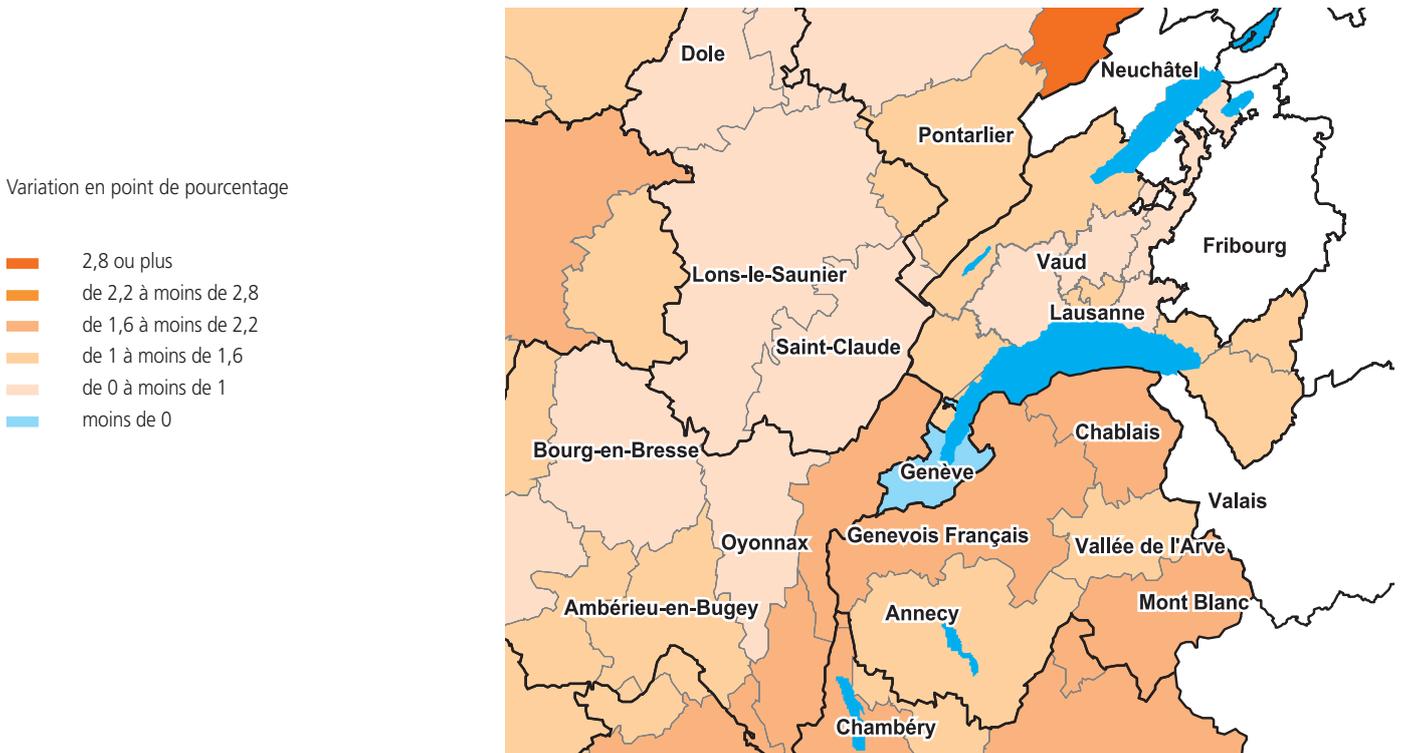
- Chômeurs transfrontaliers Ain
- Ensemble chômeurs Ain
- Chômeurs transfrontaliers Hte-S.
- Ensemble chômeurs Hte-S.

Pour le Genevois-Français, le chômage semble se stabiliser autour de 7 %, alors qu'il se situait entre 5 % et 6 % avant la crise de 2008. Les deux départements, l'Ain et la Haute-Savoie, sont dans la même situation avec un taux de 6,7 % pour le premier et de 7,2 % pour le second. Pour autant, ils restent parmi les départements français où le chômage est le plus faible. Le département de l'Ain se classe en 4^e position et la Haute-Savoie en 11^e position parmi l'ensemble des départements français métropolitains, des situations plutôt favorables au regard de la progression du chômage dans l'hexagone ces derniers trimestres.

Le nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés augmente

Après une année de baisse en 2010, le nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés progresse de nouveau en 2011 (+ 4,8 % en un an). Les chômeurs transfrontaliers sont les actifs pour lesquels le dernier emploi occupé l'était en Suisse, qui résident en France et qui sont indemnisés par Pôle Emploi. Cette hausse est principalement due aux chômeurs établis en Haute-Savoie : leur nombre augmente de + 5,7 % sur un an, alors que les chômeurs transfrontaliers de l'Ain n'augmentent que de + 1,5 % sur la même période. Cette progression est semblable à celle de l'ensemble des chômeurs indemnisés pour ces deux départements.

C 01 - Evolution du taux de chômage entre fin 2008 et fin 2011 par zone d'emploi (France) et par canton ou district (Suisse)



Source : Observatoire statistique transfrontalier

Le nombre d'allocataires d'aide sociale progresse dans le Genevois-Français alors qu'il se stabilise à Genève

En 2010, les répercussions de la crise initiée en 2008 se font toujours sentir sur l'aide sociale. Le Genevois-Français enregistre, pour la troisième année de suite, une progression importante du nombre des allocataires de la Caf avec un bas revenu (+ 4,3 %). Cette tendance est partagée avec l'ensemble des zones d'emploi voisines. Pour le Genevois-Français, cette hausse se conjugue avec celle des allocataires du revenu de solidarité active (RSA socle) : + 2,4 % entre 2009 et 2010.

Pour Genève, le taux d'aide sociale (au sens large) est en légère baisse : il passe de 12,6 % en 2009 à 12,4 % en 2010, ce qui représente 56 300 bénéficiaires. Cet indicateur porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations sociales sous condition de ressources parmi les suivantes : allocations de logements, prestations cantonales complémentaires à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), revenu minimum cantonal d'aide social (RMCAS), avance de pensions alimentaires et aide social au sens strict (octroyée par l'Hospice général).

Aide sociale

-
- AVS: L'assurance-vieillesse et survivants est le principal pilier de la prévoyance sociale suisse. Elle vise à compenser, du moins partiellement, la diminution ou la perte du revenu du travail due à l'âge et au décès.
- Caf: Caisse d'allocations familiales (« branche Famille » de la Sécurité sociale en France).
- RSA socle: Revenu de solidarité active (remplace le Revenu minimum d'insertion – RMI – et l'Allocation parent isolé - API).

Logement

Les mises en chantier de logements neufs sont toujours plus importantes dans un marché qui reste tendu

En 2011, l'Espace transfrontalier genevois (hors district de Nyon - données 2011 non disponibles) enregistre son plus haut niveau de mises en chantier de logements depuis dix ans avec 7 200 unités. La reprise observée en 2010 après la forte baisse de 2009 s'amplifie et concerne l'ensemble des territoires de l'Espace transfrontalier. La hausse la moins importante se trouve dans le canton de Genève, mais atteint cependant son niveau le plus élevé depuis 2000 avec 1 800 nouveaux logements démarrés. Le Genevois Haut-Savoyard, qui avait été le moins affecté par la crise, reste dynamique avec 3 500 mises en chantier. En 2011, il représente à lui seul près d'une nouvelle construction de logements sur deux de l'Espace transfrontalier. La reprise pour la partie du Genevois-Français se situant dans l'Ain se confirme, le nombre de mises en chantier ayant pratiquement doublé en 2011 par rapport à 2010.

Les zones d'emploi voisines suivent le même mouvement. Celles d'Annecy et du Chablais ont retrouvé leurs niveaux d'avant 2008, ce qui n'est pas encore le cas pour la Vallée de l'Arve, malgré une nette hausse en 2011. Globalement ces rythmes de construction s'inscrivent pleinement dans les dynamiques régionales et départementales : en effet, la croissance des mises en chantier a été plus forte pour la région Rhône-Alpes que pour le reste de la France métropolitaine.

*La reprise
des mises en
chantier de
logements neufs
se confirme
en 2011*

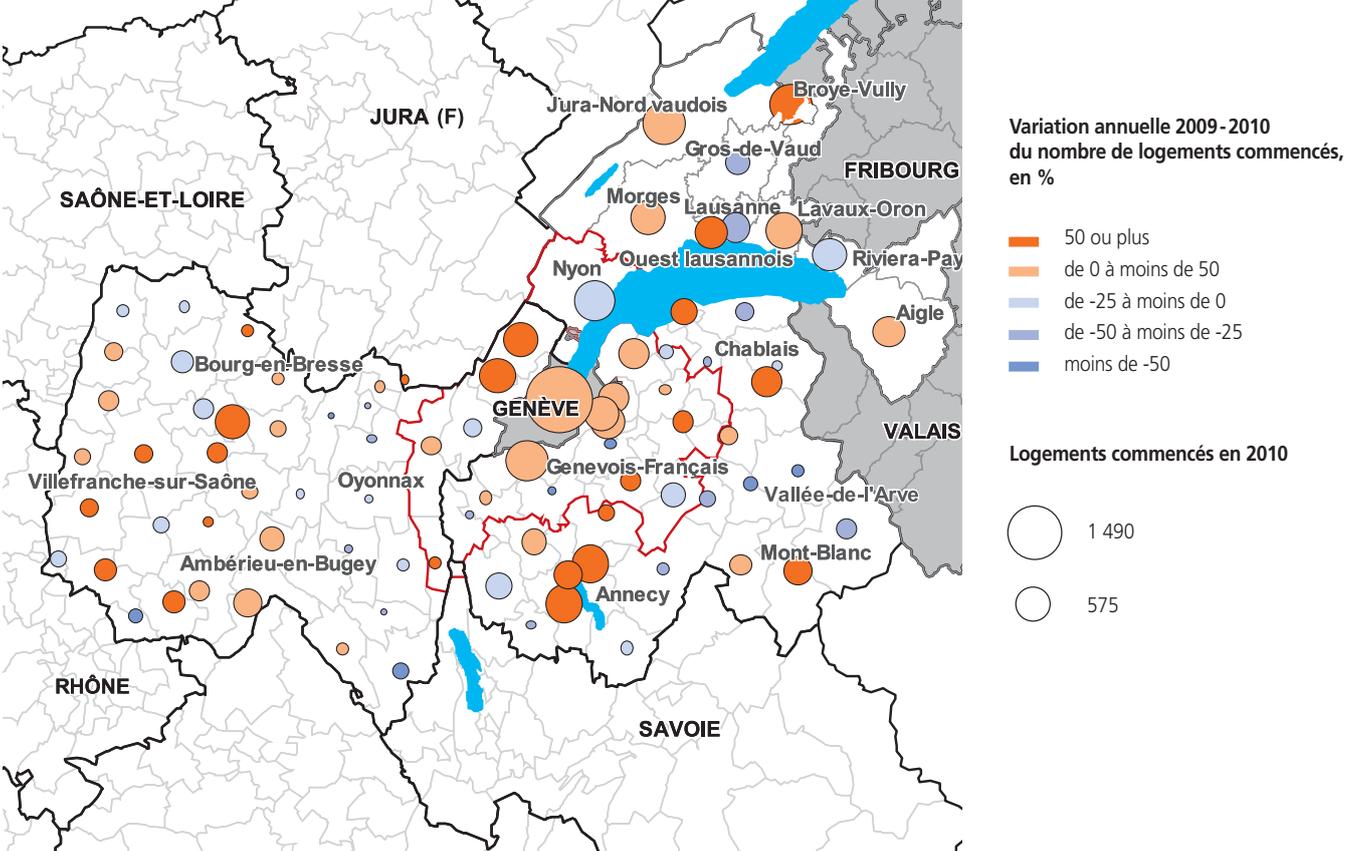
Les perspectives au regard des premières données 2012 restent positives pour le canton de Genève : + 70,9 % de logements mis en chantier au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011. Elles sont en revanche moins favorables du côté français, car un repli s'amorcerait au niveau de la région. Le département de l'Ain est le plus marqué par cette inversion de tendance alors qu'elle est plus mesurée pour la Haute-Savoie.

En 2011, les ventes de logements neufs ont de nouveau atteint des sommets dans le Genevois-Français. Après une année de repli en 2008 sous l'effet de la crise, les ventes de logements neufs enregistrent depuis une hausse importante d'une année sur l'autre. Le nombre de réservations de logements neufs pour l'année 2011 est de 3 000 unités. Ce niveau élevé peut sans doute en partie s'expliquer par l'anticipation par les acheteurs d'une baisse des avantages fiscaux liés au dispositif d'investissement locatif « Scellier ».

Parallèlement le délai d'écoulement des stocks de logements neufs se réduit de nouveau. Il faut 3,3 mois pour vendre un logement individuel et 4,6 mois pour un logement collectif. Après plusieurs années de stabilité, les prix de vente s'orientent de nouveau nettement à la hausse pour atteindre, là aussi, des sommets en 2011. La progression depuis 2010 est de + 18 % pour les logements collectifs neufs et de + 24 % pour les maisons en individuel groupé. En l'espace de dix ans, les prix de logements neufs individuels et collectifs ont doublé dans le Genevois-Français.

Côté suisse, la tension sur le logement ne faiblit pas. Pour le canton de Genève comme dans le canton de Vaud, le taux de vacance des logements en 2011 reste particulièrement bas (0,25 % et 0,5 % respectivement), et remonte très légèrement en 2012 (0,33 % et 0,6 %). Il en est ainsi depuis le début des années 2000.

C 02 - Construction de logements par canton (France) et canton ou district (Suisse)



Source : Observatoire statistique transfrontalier

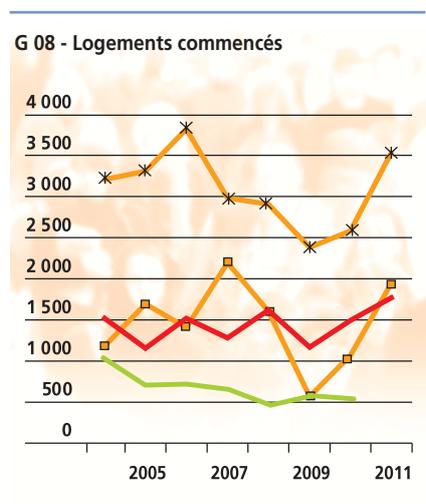
**Une demande
de logements
sociaux toujours
forte dans le
Genevois-Français**

Au premier janvier 2011, le parc de logements sociaux offerts à la location était de 16 535 unités pour le Genevois-Français, un niveau qui ne peut être mis en rapport avec les données précédentes du fait de la modification de la réglementation. Pour autant, au regard de l'évolution du taux de vacance, la demande de logements locatifs sociaux reste forte dans le Genevois-Français.

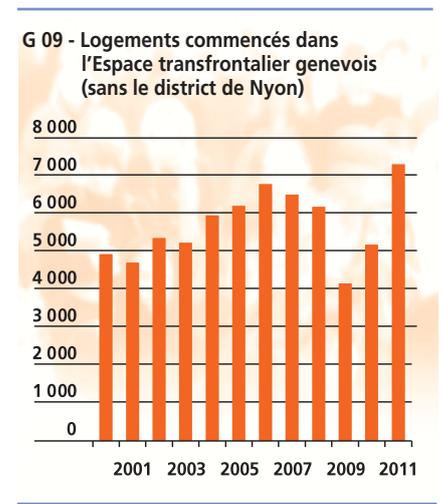
En 2011, 390 nouveaux logements subventionnés ont été construits à Genève, un chiffre en recul de 29 % par rapport à 2010 (550 logements subventionnés). Ce mouvement reflète essentiellement la baisse générale du nombre de logements neufs terminés en 2011 (- 35 % par rapport à 2010), la part des logements subventionnés dans le total des logements terminés étant plutôt en augmentation (39 %, contre 35 % en 2010).

Le nombre de nouveaux logements subventionnés ne compense pas le nombre de ceux sortant du système ; de 19 400 logements en 2010, on passe à 19 200 logements en 2011.

En 2011, le nombre de logements subventionnés dans le district de Nyon est de 503, un chiffre inchangé par rapport à 2010.



■ Genevois-Français 01 ■ Genève
✱ Genevois-Français 74 ■ Nyon



Liste et sources des graphiques

- G 01 – Evolution de la population dans le Genevois-Français, depuis 1962
Source : INSEE – Recensement de la population
- G 02 – Evolution de la population en France et en Suisse
Sources : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 03 – Destination et évolution du nombre d'émigrés du canton de Genève
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 04 – Evolution de l'emploi dans les espaces de référence
Sources: INSEE – estimations d'emploi (F), OFS – Statistique de l'emploi (CH)
- G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse
Source : OFS – Statistique des frontaliers
- G 06 – Taux de chômage, moyenne annuelle, en %
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés
Source : Pôle Emploi
- G 08 – Logements commencés
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 09 – Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois (Fiche 1-2012), OST, 2012

L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008 (Fiche 12^{2*}), OST, 2011

L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST, 2010

Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010

Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

L'équipement hôtelier dans l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (Fiche 12"), OST, 2009

Projections démographiques transfrontalières 2005-2030 (Fiche 01"), OST, 2009

L'équipement commercial de l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (Fiche 12'), OST, 2008

L'espace transfrontalier du Genevois dans un contexte européen (Fiche 9"), OST/OCSTAT, 2008

Le prix des logements dans l'agglomération franco-valdo-genevoise (Fiche 8'), OST, 2007

Prix des appartements : forte hausse du côté français de l'agglomération transfrontalière de Genève, La Lettre Analyses n° 68, INSEE, 2007

Démographie et mouvements de population (Fiche 01'), OST, 2006

Logement (Fiche 06'), OST, 2006

Agglomération transfrontalière franco-valdo-genevoise : autour de 900 000 habitants en 2025, La Lettre Analyses n° 48, INSEE, 2005

Une comparaison des salaires entre la France et la Suisse dans la zone frontalière genevoise, La Lettre Analyses n° 28, INSEE, 2004

Agglomérations et aires urbaines dans l'espace transfrontalier Ain-Haute-Savoie-Genève-Vaud (Fiche 9'), OST, 2004

Un espace frontalier dynamique - état des lieux 2000 (Fiches thématiques n° 1 à 14), OST, 2002

Synthèses annuelles

2002 à 2012

Cette Synthèse 2012 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL)

Directions Départementales des Territoires de l'Ain et de la Haute-Savoie (DDT)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Unités territoriales de la DIRECCTE des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions du Pôle Emploi

Caisses des allocations familiales (Cnaf et Caf).

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Le Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement, dont l'Observatoire s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois-Français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Institut national de la statistique et des études économiques

Direction régionale Rhône-Alpes

B.P. 3196 - 69401 Lyon Cedex 03

Téléphone : +33 09 72 72 4000

Messagerie : insee-contact@insee.fr

Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)

82, route des Acacias

Case postale 1735 - 1211 Genève 26

Téléphone : +41 22 388 75 00

Télécopie : +41 22 388 75 10

Messagerie : statistique@etat.ge.ch

Internet : www.ge.ch/statistique



• Responsable de la publication : Dominique Frei, directeur de l'OCSTAT	• Edition octobre 2012	
• Tirage : 1 000 exemplaires	• Impression : Atar Roto Presse, Genève	• Graphisme : OCSTAT
• Données de références 2008/12	• ISBN : 978 2 11 097072-5	• Code Sage - OBSTS1728

• COMMANDES	INSEE Rhône-Alpes	OCSTAT-Genève
• Publication	Prix : 15.-€	Prix : 25.- CHF
Copyright INSEE - OCSTAT		